

L'Europe ressemblerait à une compagnie de pompiers qui, après avoir éteint un feu de cheminée, passerait indifféremment d'un côté d'une maison qui brûle.

Le *Petit Moniteur* dit que la France n'est pas aussi facile à réduire que le roi Guillaume semble le croire.

La France dit que la réponse de la Prusse à la demande de sauf-conduit pour M. Jules Favre est encore attendue.

Le *Siècle* pose une question préjudiciable. Il demande que la France n'entre dans la conférence de Londres que par la grande-porte, c'est-à-dire sous la condition préalable de la reconnaissance du gouvernement républicain par les gouvernements européens.

La *Province* demande la réunion d'une assemblée sinon constituante, du moins nationale.

Le *Journal de Bordeaux* repousse le vœu que la récente délibération du conseil municipal de Bordeaux disparaisse des archives municipales.

La *Patrie* loue sans réserve le vaillant ordre du jour du général Chanzy.

Le *Courrier de la Gironde* parle d'une sorte de complot qui ne tendrait à rien moins qu'à la suppression du suffrage universel.

Le *Français* continue de protester contre le drapeau rouge.

La *Gazette de France* espère que Paris supportera sans trop en souffrir les essais plus ou moins heureux de bombardement tentés par l'armée allemande.

Le *Journal de Bordeaux* dit que les hommes d'ordre acceptent la République si la souveraineté nationale veut un gouvernement républicain.

Nous avons dit avant-hier, d'après la *Liberté*, qu'un officier, qui était parvenu à franchir les lignes prussiennes autour de Paris, avait apporté sur la situation de l'armée assiégeante les renseignements les plus complets et les plus instructifs.

Nous ne ferons pas connaître le moyen dont il s'est servi parce que ce moyen pourra être employé par d'autres et qu'il faut éviter de donner l'exemple.

Mais on apprendra avec plaisir que cet officier a été témoin de la « stupéfaction » c'est le mot, produite à Versailles par les sorties des Parisiens.

On écrit de Langon au *Journal de Bordeaux*, que M. Gambetta aurait, en passant dans cette ville, annoncé que le roi de Prusse avait quitté Versailles et transporté son quartier général dans une ville moins exposée.

Le *Journal de Bordeaux* publie cette nouvelle sous toutes réserves ; mais les informations auxquelles nous venons de faire allusion et qui nous viennent d'une source sûre, la rendent très-vraisemblable.

(Union)

On écrit de Lyon, à l'*Indépendance*, 31 décembre :

Une note adressée à nos journaux par le préfet du Rhône dit que M. Gambetta a dû quitter Lyon à l'improviste ; mais avant de partir il a voulu accorder aux deux premières légions mobilisées du Rhône les récompenses qu'elles méritaient si bien. Vingt trois officiers ont été nommés chevaliers de la Légion d'honneur. La médaille militaire a été accordée à un certain nombre de sous-officiers et soldats.

Des rumeurs sinistres courent depuis quarante huit heures à Lyon, au sujet d'une nouvelle tentative qui serait faite sur l'Hôtel-de-Ville par la Vraie République. Je crois que, toute bête qu'elle est, la Vraie République de Lyon ne se risquerait pas en champ clos à l'heure qu'il est. Car le sentiment public est tellement irrité contre elle, qu'elle serait étreinte de façon à n'y pas revenir de longtemps.

Le général Pradier, commandant des subdivisions de l'Ain et de Saône-et-Loire, organisée dans toutes les communes des gendarmes composées de volontaires connaissant le pays où elles doivent combattre.

On construit ici avec les fonds d'une souscription particulière, un aérostat, dit engin Vallée, dirigé et établi dans des proportions inconnues jusqu'à présent.

L'inventeur affirme qu'il pourra transporter où l'on voudra, et dans un temps très-court, des dépêches, des voyageurs, des vivres et des munitions de toute sorte. Il se fait fort d'anéantir tel corps d'armée qu'on lui désignera, de débloquent une place forte, de la ravitailler en peu de jours.

Jamais je n'ai fait de vœux plus ardents pour le succès d'une entreprise ; mais j'avoue que jamais ces vœux sortis de mon cœur n'ont trouvé dans mon esprit une confiance plus médiocre.

Cologne, 3 janvier.

C'est au moment où la curiosité est la plus surexcitée par les nouvelles somnambules qui nous arrivent de Paris que le télégraphe s'avise d'être plus Sybillin que jamais dans ses rapports sur les faits de guerre qui se passent autour de

la capitale. Il nous annonce depuis hier, qu'après l'occupation du Mont-Ayrat, l'artillerie prussienne s'est mise à canonner les forts de Rosny, de Nogent et de Noisy, et il ajoute, qu'après quelques heures d'attaque, l'artillerie de ces forts se serait tue. Ce fait serait inexplicable s'il devait être pris au pied de la lettre. Les forts de Paris sont construits de telle sorte que ce ne sont pas quelques heures de canonnade, sans bombardement, et faite à longue distance qui puissent les réduire au silence ; et d'ailleurs, en termes ordinaires, une position qui se tait est une position démontée et dont le moindre assaut peut avoir raison. Or, il ne s'agit encore d'assaut d'aucune sorte, et il résulte même de l'ensemble des dépêches arrivées de Versailles, qu'à part le point excentrique qu'occupaient les fortifications d'Avron, le front d'invasion de l'armée Allemande n'a pas fait un pas en avant dans la direction de Paris.

Je crois pouvoir en conclure que les efforts de l'artillerie des assiégeants n'ont encore pour but unique, que de déblayer les terrains situés en avant des forts avancés et que la tactique des assiégeants se borne, pour le moment, à créer à l'artillerie prussienne des positions d'où l'attaque des forts puisse se faire de plein fouet, avec accompagnement d'un bombardement au moins partiel des faubourgs de Paris.

Vous aurez pu voir, par les dépêches, que ce sont surtout les faubourgs républicains, la Villette, Belleville et le faubourg St-Antoine que l'armée de siège prend pour principal objectif. Ce choix trouve ses raisons dans l'arrière-pensée, qu'on ne cesse de caresser à Versailles, d'un conflit entre les classes ouvrières et les classes aisées de la capitale. La destruction de Belleville ou du faubourg St-Antoine, auraient pour conséquence de jeter dans la rue la nombreuse population de ces quartiers, toutes imbuës d'idées démagogiques et auxquelles le rôle de martyrs donnerait immédiatement le droit de s'imposer aux classes riches. Celles-ci n'accepteraient qu'en rechignant des hôtes de cette espèce ; des conflits seraient imminents, et M. de Bismark, y compte, pour abrégé d'autant les sanglantes opérations que l'armée Allemande devra parfaire, avant d'entrer victorieuse dans l'enceinte de Paris.

De l'intérieur de la capitale, les nouvelles sont jusqu'ici plus satisfaisantes pour la France qu'on ne l'avait espéré.

Dans les départements, je constate des événements parallèles, au Nord on annonce le mouvement du général Faidherbe, parti d'Arras, dans une direction qu'on tient secrète. Au Midi on signale le double mouvement exécuté, l'un par l'armée de Lyon qui a fait reculer le corps d'armée du général De Werder, l'autre par l'armée de Bourbaki, forte, dit-on, de près de cent mille hommes, et dont la marche aurait décidé le prince Frédéric-Charles à se replier au plutôt vers Orléans et de là vers Paris.

Un souci existe, et se fait jour, plus que jamais, depuis le début des opérations de l'artillerie, le souci de savoir, comment en cas de capitulation on occupera Paris, comment on maîtrisera une population surexcitée de deux millions d'âmes, ayant au milieu d'elle une armée de 3 à 400,000 hommes presque tous Parisiens, devenant du jour au lendemain prisonniers de 3 à 400,000 soldats étrangers ? Le correspondant du *Pall Mall-Gazette* de Londres a déjà attiré l'attention sur ce côté étrange, à la fois, et fort difficile de la prise de Paris, il y aura là certainement des scènes auxquelles les généraux Prussiens n'avaient peut-être pas pensé jusqu'ici ; et au devant desquelles vient aujourd'hui la stratégie que j'indique.

La conférence de Londres, de laquelle je continue d'attendre autre chose encore que la solution de la question russe, a dû s'ouvrir ce matin. Des dépêches anglaises ont annoncé que son ouverture était ajournée, pour donner à M. Jules Favre le temps de bénéficier du sauf-conduit que lui a offert M. de Bismark, pour se rendre en Angleterre ; mais ces dépêches ne se sont pas confirmées. Il résulte au contraire des dernières nouvelles, reçues de Versailles, qu'à Paris, la question de savoir si la France se ferait représenter à la conférence, aurait été résolue négativement, grâce à l'influence du parti ultra-républicain qui craignait, de la part des délibérations de Londres, un achèvement vers des négociations pacifiques. J'ignore jusqu'à quel point ces dernières nouvelles sont fondées. Elles n'empêcheraient en aucun cas la conférence de faire son œuvre, car il reste arrêté dans la pensée de M. de Bismark, d'ouvrir les délibérations, même hors présence du plénipotentiaire français. Les représentants des autres puissances se trouvent depuis dimanche à Londres ; ce sont : lord Granville pour l'Angleterre, le comte Appony pour l'Autriche, le baron Brunow pour la Russie, le comte de Bernstorff pour la Prusse et Mussurus Pacha pour la Turquie.

Parmi les membres du gouvernement de la défense qui siègent à Bordeaux, MM. Crémieux et Glais-Bizon sont per-

sonnellement partisans de la représentation de la France à la conférence, et ils paraissent même avoir écrit collectivement dans ce sens à M. Tissot, ambassadeur français à Londres. M. Gambetta au contraire ne veut entendre de l'intervention Française dans les délibérations, qu'à la condition que l'Angleterre commence par reconnaître le gouvernement républicain. Or, depuis les ouvertures prussiennes, dont je vous ai entretenu hier, le gouvernement anglais est plus éloigné que jamais de se compromettre dans une semblable démarche. Il appuiera au contraire la Prusse dans tout ce que cette puissance proposera, pour arriver à réaliser le nouveau système Européen, dans lequel le gouvernement britannique retrouvait une partie du moins de la haute influence diplomatique dont il a joui jusqu'ici.

La journée de demain nous apportera probablement des nouvelles plus décisives que celles qui ont eu cours pendant ces derniers temps. Elles nous diront à la fois le vrai sens du bombardement de Paris, et l'attitude que va prendre la conférence de Londres.

(Courrier de l'Escaut).

VÉRACITÉ PRUSSienne

Les Prussiens ont une singulière façon de rédiger les dépêches, de travestir, d'interpréter les événements.

Voici les différentes versions que nous fournissent les télégrammes provenant de source prussienne, relativement aux événements dont Tours a été le théâtre.

Le *Times* et le *Daily News* du 24 publient le télégramme suivant :

« Quartier-général du Roi.

« Versailles, 28 déc., 5 h. 20 soir. » La 19^e division s'est avancée, le 21 courant jusqu'au pont de Tours, et comme les habitants ont opposé de la résistance, on a lancé des bombes sur la ville. Alors le drapeau blanc a été hissé et le Maire a demandé une garnison prussienne. »

Le *Globe* publie cette variante :

« Quartier-général du Roi.

« Versailles, 24 décembre. » La 19^e division n'a pas occupé Tours, malgré la demande faite par la ville d'une garnison prussienne ; mais, suivant les instructions reçues, elle a simplement détruit le chemin de fer, puis elle s'est retirée dans ses cantonnements dans le voisinage. »

Autre variante : de plus fort en plus fort.

Nous lisons dans le *Sun* :

« Une dépêche officielle du quartier-général du Roi, à Versailles, annonce que les Allemands se sont abstenus d'occuper Tours, quelque une garnison prussienne ait été choisie par le Maire. »

« Les bombes lancées sur la ville l'ont été en représailles de l'attaque de la patrouille prussienne, et, après avoir détruit la gare du chemin de fer, les Allemands sont retournés à leurs cantonnements hors de la ville. »

Que de contradictions en si peu de mots ! Tours oppose de la résistance, puis quelques obus suffisent pour l'intimider au point que la ville demande le bienfait de posséder une armée prussienne ! N'est-ce pas l'outrage moral jeté gratuitement, injustement à la face d'une population qui a fait son devoir dans la mesure de ses moyens, et à laquelle, en revanche, l'ennemi n'a ménagé l'outrage matériel !

Et ces bons, ces généreux Allemands répondent à ces humbles suppliques par le pillage et la ruine !

M. Carvin, correspondant militaire de la *Nouvelle Presse libre* de Vienne constate que les généraux prussiens qui dirigent les opérations militaires autour de Paris, sont tombés dans nombre d'erreurs grossières. On a fait de grands préparatifs pour le bombardement, et voici que des personnes compétentes conviennent aujourd'hui qu'il serait préférable et plus pratique de ne pas bombarder. Les canons et les mortiers allemands seraient peut-être en état d'envoyer des projectiles dans l'intérieur de Paris. Mais il faudrait leur donner une grande élévation, ce qui, au bout de quelques coups seulement, ruinerait complètement les pièces.

Les soldats allemands, — ainsi poursuit le correspondant de la *Nouvelle Presse libre* — sont abattus, car ils trouvent que cette histoire dure trop longtemps. Les succès rapides les ont gâtés. Dans les régions officielles prussiennes, on paraît aussi être abusé étrangement, et des lettres aérostatiques, fabriquées tout exprès et naturellement tombées entre les mains des assiégeants, ont entretenu cette illusion. Moi-même, je n'aurais jamais cru possible d'approvisionner pour plusieurs mois une ville de deux millions d'habitants. Les Parisiens l'ont prouvé cependant, et l'on dit qu'ils sont encore approvisionnés jusqu'à la fin de janvier.

Le *Beobachter* dit ce qui propos :

« Paris a une superficie qui équivaut au moins à 36 fois celle de Strasbourg, et même dans cette dernière ville, le bombardement n'a pas produit d'effets directs. Or, une masse de pièces d'artillerie, telle que celle qui a été employée

contre Strasbourg pourrait difficilement être établie dans deux ou trois forts. L'effet immédiat du bombardement ne pourrait donc être relativement que très-médiocre. »

Voici quelques chiffres qui montrent que les Prussiens paient chèrement leurs victoires. Dans le Hanovre, il a été annoncé à l'autorité compétente 28,600 veuves avec 52,412 orphelins ; en Westphalie, 13,110 veuves avec 29,973 orphelins ; Prusse orientale, 15,319 veuves, avec 29,328 orphelins ; villes anséatiques, 8,312 veuves avec 11,715 orphelins.

Ces chiffres, qui ne portent d'ailleurs que sur quelques provinces, sont tout à fait incomplets, puisqu'ils ne concernent que les familles ayant demandé des secours du gouvernement et des communes.

L'*Indicateur de Nuremberg*, après avoir constaté les pertes énormes des armées allemandes, demande si le roi de Prusse n'entendra pas les gémissements de son peuple et s'il ne comprend pas encore que la paix est devenue nécessaire.

Il y a possibilité que Paris finisse par être secouru avant que la dernière ration de pain ne soit mangée.

Est-ce probable ? Non ; mais si nous considérons les choses de sang-froid, nous devons avouer que c'est possible.

Quoi qu'il en soit, la position des Allemands en France est telle qu'il ne leur faut pas seulement combattre, mais encore qu'ils sont condamnés à vaincre, et à vaincre toujours.

Ils auront à surmonter les plus grandes difficultés et à armer leur dernier homme en état de porter les armes, pour imposer, quand même, à l'ennemi un programme de paix, conçu dans un moment où l'illusion avait posé un bandeau impénétrable sur les yeux, ordinairement si clairvoyants de Bismark et de Moltke.

Faut-il épuiser toutes nos ressources et imposer à la nation des sacrifices sans fin pour arriver à la réalisation de cette illusion ? Et quand même cette guerre, qui d'après toutes les probabilités, survivra à l'hiver, ne formerait qu'une longue chaîne de victoires, le but qu'on veut atteindre n'est-il pas infiniment petit comparativement à l'enjeu qu'il faudrait risquer encore ?

Depuis que cette guerre est commencée il ne s'est pas présenté une occasion plus favorable de conclure la paix. Les chefs de l'état-major doivent, à l'heure actuelle, connaître la situation réelle de Paris, et ils doivent avoir la conviction que la France pourra résister tout l'hiver, au moins.

Que l'on réfléchisse donc à tous les événements inattendus que cette guerre a enfantés, et que l'on se mette en garde contre une déception qui pourrait se produire et qui serait la plus amère de toutes.

Le peuple allemand, ni l'armée allemande n'ont plus besoin de victoires !

Le peuple allemand a besoin de la paix... et quand on la voudra on l'aura sans aucune difficulté. »

LETTE DE VERSAILLES

30 décembre.

Le préfet prussien siège en ce moment à Berlin à la chambre des seigneurs mais son digne suppléant poursuit ses projets, notamment celui d'un grand magasin d'approvisionnement, d'une espèce de grenier d'abondance dont l'administration prussienne aurait la clef, mais dont la commune seule ferait les frais.

La municipalité qui a eu le courage de rester à son poste jusqu'ici pour épargner aux habitants les dernières brutalités et qui oppose ses refus aux insolentes sommations de l'ennemi, est incessamment en butte aux injures, aux vexations, aux menaces « d'exécution militaire ». Plusieurs de ses membres ont été arrêtés, puis relâchés, parce que sans doute, en présence du roi, la violence prussienne croit nécessaire de ne pas se laisser entraîner aux mesures extrêmes. Mais il semble impossible qu'il n'arrive pas un moment où le maire et le conseil en seront réduits à se retirer.

Jugez de l'état où nous sommes et des souffrances que nous endurons. Cependant nous ne désespérons pas. Nous sommes tous convaincus que, par ces souffrances mêmes, nous nous rendrons dignes d'un avenir qui bien vite, presque immédiatement, nous redonnera à tous le goût de vivre et le droit d'espérer.

Quoi qu'il arrive, par la lutte qu'elle soutient depuis bientôt quatre mois, la France a déjà sauvé son honneur. C'était le principal. Elle a de nouveau forcé l'estime et l'admiration du monde ; elle s'est déjà lavée de son abandon à l'empire ; elle a montré qu'elle n'avait perdu, malgré sa défaillance, ni sa sève, ni sa fierté. En dépit des Prussiens qui nous entourent, nous sentons qu'il y a pour la France, en ce moment, un agrandis-

sement, un élargissement immense. La comparaison même que nous faisons chaque jour de notre race avec celle qui nous écrase passagèrement nous atteste et nous prouve notre supériorité. Les lourdes brutalités, les grossières rebutantes de nos vainqueurs, apportent avec elles cette consolation secrète qu'il y a en nous une finesse d'honneur, une délicatesse sociale absolument étrangères à nos voisins. Malgré leurs victoires, ils nous inspirent le mépris. Il leur manque certaines qualités d'esprit qui constituent une des parties les plus essentielles de la civilisation. Aussi leurs victoires, quelles qu'elles soient, ne diminueront en rien la France ; elle restera ce qu'elle est, la plus charmante, la plus séduisante, la plus aimée et la plus aimante des nations. Elle avait péché, elle a été rudement châtiée. Mais ses pleurs sécheront vite comme ceux d'un enfant gâté, et elle repartira aussitôt pour reprendre, à la tête des nations, ce rang et ce rôle de rapide éclaircisseur qu'elle avait abandonné peu à peu, en suivant l'ambitieux qui l'a perdu.

Où nous avons tous ici pleine foi dans l'avenir, et dans l'avenir le plus prochain. Les ruines de la guerre ne sont rien en comparaison des sources de vie nouvelle que la liberté va rouvrir. Dès que la paix sera faite, toutes les cicatrices se fermeront d'elles-mêmes, et nous vivrons enfin comme nous étions si tristes de ne pas vivre depuis vingt ans.

Le *Times* a reçu de Madrid, 28 décembre, les détails suivants sur l'assassinat du maréchal Prim :

« Au sortir de la séance des Cortès, qui s'est terminée vers sept heures et demie, le maréchal Prim est entré dans sa voiture avec ses deux aides-de-camp, MM. Naudin et Morja, et est retourné chez lui par la calle Turcos, rue extrêmement étroite. A l'extrémité de la calle Turcos qui aboutit à la calle Alcalá, la voie se trouvait obstruée par deux voitures. Le cocher du maréchal dut s'arrêter devant ces voitures, desquelles sortirent, un moment après, plusieurs hommes qui tirèrent à travers les vitres de la voiture du maréchal et s'enfuirent. »

Le maréchal et un de ses aides-de-camp avaient reçu des blessures graves.

Les médecins ont extrait jusqu'ici, de l'épaule du maréchal, sept balles, et on croit qu'il y en a d'autres. Il lui ont aussi amputé une phalange d'un des doigts de la main droite et ils auront probablement à répéter l'opération demain sur un autre doigt. Le blessé a montré le plus grand calme.

Le cocher, immédiatement après les coups de feu, fouetta vivement les chevaux et réussit à passer en traversant une des deux voitures ; en moins de deux minutes il arriva au ministère de la guerre. Le maréchal monta l'escalier avec beaucoup de sang-froid en s'appuyant de sa main blessée sur la balustrade qu'il tâcha de saigner. En descendant la comtesse de Reus, lui dit tranquillement qu'il était légèrement blessé. On peut s'imaginer l'émotion de la comtesse qui est des plus dévouées au maréchal et qui avait constamment le pressentiment qu'il lui arriverait quelque malheur.

L'aide de camp Naudin avait plusieurs blessures à la main droite, qu'il tint cachée dans son mouchoir de poche, sans rien dire de l'accident avant qu'il n'eût vu le maréchal dans son lit et la comtesse à côté de lui. Il passa ensuite dans un autre appartement où un officier lui demanda pour la première fois s'il était blessé. Il a été amputé aujourd'hui.

L'indignation populaire est immense. Le régent, qui habite la même rue, a été le premier à rendre visite au blessé. Il a été promptement suivi de tous les ministres, ambassadeurs étrangers et hommes publics de tous les partis.

Un conseil auquel ont assisté les principaux membres des Cortès, a été immédiatement convoqué sous la présidence du régent, pour aviser aux mesures à prendre en présence du fait que le duc d'Aoste avait déjà quitté Carthagène, et de la certitude que le général Prim serait incapable, pendant quelque temps, de vaquer à ses travaux. Toutes les voix se sont prononcées pour l'amiral Topete, comme étant l'homme qui, convient le mieux pour prendre la présidence du conseil et rappevoir le roi.

Naturellement, l'amiral a montré de l'hésitation, surtout après l'attitude qu'il a assumée la semaine dernière. Il déclara qu'il était prêt à se dévouer en toutes circonstances, mais qu'il éprouvait des scrupules à aller recevoir le roi, parce que sa conduite pourrait sembler n'être pas d'accord avec ce qu'il a toujours conseillé. Il dit finalement qu'il se laisserait guider par les avis de ceux de ses amis qui étaient présents et qui, comme lui, avaient soutenu la candidature du duc de Montpensier.

M. Rios Rosas, un patriote digne de tout éloges, dit qu'il croyait que l'amiral Topete était tenu de se rendre au parti général. D'autres députés du même parti parlèrent dans le même sens. L'amiral a déclaré ensuite qu'il était à la dis-